EPOCH TIMES

27 OCTOBRE - 2 NOVEMBRE 2014 · ÉDITION FRANÇAISE N° 297 · WWW.EPOCHTIMES.FR

TORANGE.BIZ.

PS, vous avez dit PS ?

Manuel Valls veut changer le nom du Parti à la rose

P. 2 - FRANCE

Soutenez EPOCH TIMES

P. 3

Rain à l'Opéra national de Paris

P. 7 - ART ET CULTURE

Alto Maues, une réserve au Brésil

P. 8 - PLANÈTE

Disparition de Masaru Emoto

P. 11 - SOCIÉTÉ

Conseil européen

Les nationalismes budgétaires occultent l'unité affichée sur le climat

L'accord final entre les chefs d'États européens obtenu ce jeudi sur le nouveau plan de lutte contre le changement climatique permettait d'espérer une issue très positive du Conseil européen. Hélas, la colère soudaine du Royaume-Uni à propos de sa participation financière au budget européen et les rebuffades de la France et de l'Italie quant à leurs dérives budgétaires nationales laissent un goût amer.

P. 3 - EUROPE

CARL COURT/GETTY IMAGES

ERIC FERERBERG/AFP/GETTY IMAGES

Éducation : le plus gros budget de l'État

144,8 milliards d'euros, c'est le montant dépensé pour l'éducation en France en 2013, soit 6,8 % du PIB. Ce chiffre, qui correspond à la dépense intérieure d'éducation (DIE), a été présenté dans le rapport de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) publié le 17 octobre dernier. Ce rapport se base sur 32 indicateurs renseignés tels que les moyens mis en œuvre, les conditions de scolarisation, les résultats des élèves ou des comparaisons internationales.

P. 2 - FRANCE

Hong Kong, le dessous des cartes

Contexte - La faction de Jiang Zemin (ancien premier secrétaire qui a dirigé le gouvernement chinois de 1993 à 2003) semble vouloir créer de nombreux problèmes à Hong Kong. Cela dans le but qu'il n'y ait d'autre alternative pour Xi Jinping que de répéter le massacre de la place Tiananmen de 1989.

Si cela devait arriver, la faction de Jiang Zemin serait alors à même de critiquer Xi Jinping pour ses actions violentes, le contraindre à démissionner et ainsi l'empêcher de condamner davantage de membres de la faction de Jiang Zemin. Xi Jinping a en effet déjà éliminé, au travers de sa campagne anti-corruption, de nombreux proches de l'ancien dirigeant Jiang Zemin.

P. 4 - HONG KONG

BENJAMIN CHASTEEN/EPOCH TIMES

CHINE

181 477 772

citoyens ont quitté le Parti communiste chinois et ses organismes affiliés.

P. 6 - INTERNATIONAL

CONTACTEZ-NOUS

Courrier des lecteurs
courrierdeslecteurs@epochtimes.fr

Téléphone 01 45 86 41 95

PS, vous avez dit PS ?

Manuel Valls veut changer le nom du Parti à la rose

Manuels Valls serait-il, selon les dires de certains observateurs, le « *fossoyeur du PS* » ? Le Premier ministre cache de moins en moins son agacement face aux dissensions au sein du gouvernement, et envisagerait de changer le nom du Parti à la rose. Une idée qui n'est pas nouvelle pour le chef de Matignon, et qui daterait de 2007, voire avant. « *Parti Socialiste, c'est daté, ça ne signifie plus rien* », disait-il à l'époque, concluant qu'il ne s'agissait tout au plus que d'une « *utopie inventée contre le capitalisme du XIXe siècle* ».

Ce qui n'était à l'époque qu'un ballon d'essai semble aujourd'hui se confirmer, à en juger par les propos récents du chef de Matignon, sourd aux remontrances de Claude Bartolone à ce sujet.

XAVIER LEOTY/AFP/GETTY IMAGES

Le PS changera-t-il de nom pour consolider la naissance d'un nouveau parti réformiste ?

Une semaine de tourmente dans la famille socialiste

La semaine dernière a été bien tumultueuse pour le parti au pouvoir. Cela a commencé avec Martine Aubry, qui s'est inquiétée de voir la politique « *contre la croissance* » menée par le gouvernement. Réponse indirecte de Manuel Valls le lendemain, lors d'un discours : « *Comptez sur moi pour avoir les nerfs solides* ».

Mardi, Gérard Filoche, membre du bureau PS, lance, après l'annonce de la mort du PDG de Total, une nouvelle polémique en écrivant sur Twitter : « *Les grands féodaux sont touchés. Ils sont fragiles. Le successeur nous volera-t-il moins ?* » Un tweet aux accents de « *lutte de classe* », qu'on pourrait ranger aux côtés du célèbre « *mon ennemi, c'est la finance* » de François Hollande.

Réponse expresse de Manuel Valls, le lendemain à l'hémicycle : « *Tous ceux qui ont des mots qui ne sont pas des mots que l'on peut prononcer quand un homme disparaît ne méritent pas d'être dans la formation politique* ».

La Loi de finances est votée un peu plus tard dans la journée et le résultat n'a pas de quoi rassurer la majorité présidentielle : 266 voix pour, 245 contre, mais surtout 56 abstentions dont 39 socialistes. Le jour suivant, Martine Aubry apporte son soutien aux députés frontistes, et Benoît Hamon déclare haut et fort que la « *politique de l'exécutif menace la République* ».

> Les partis socialistes sont devenus des « partis attrape-tout »
>
> *Dmitri Georges Lavroff*

Puis, dans une interview donnée au *Nouvel Obs*, la pensée de Manuel Valls se précise : « *Il faut en finir avec la gauche passéiste, celle qui s'attache à un passé révolu et nostalgique, hantée par le surmoi marxiste et par le souvenir des Trente Glorieuses* ».

Quelle identité pour la gauche française ?

À la vue des gauches européennes, la gauche française apparaît effectivement attachée à un certain passé. Aucun des partis de gauche d'Europe n'aborde la question des réformes comme en France. Gauche progressiste, socio-démocrate, travailleurs du Labour, la notion de gauche est pluriforme. Les programmes, s'ils se veulent proches ou familiers d'une classe sociale moyenne ou basse, ne rejettent pas l'économie de façon globale et nombre d'entre eux ont réussi avec succès leurs réformes économiques.

En France, la réforme sociale est une théorie de Jaurès. À l'époque, les socialistes partisans de la réforme marchaient main dans la main avec les révolutionnaires marxistes. Avec une révolte plus ou moins assumée. Que ce soit Trotski ou Zhou Enlaï et son groupe de radicaux de gauche qui allaient gouverner auprès de Mao Zedong, tous trouvèrent une certaine inspiration auprès des socialistes français de cette époque.

Après la Seconde guerre mondiale, le socialisme a pris pied dans les divers partis européens, avec des idéologies très différentes. D'après Dmitri Georges Lavroff, constitutionnaliste et professeur de droit, les partis socialistes, en tant que forces politiques n'ont « *pratiquement plus aucune originalité théorique ou idéologique* ». Leur accès à la gouvernance se sont faits « *au prix du renoncement à la plupart des thèses qui faisaient autrefois leur originalité. Les partis socialistes sont devenus des 'partis attrape-tout'. L'idéologie a cédé devant le pragmatisme* », indique l'universitaire.

Le socialisme, une idéologie « passéiste »

Alors, le futur du Parti socialiste, c'est quoi ? En 2009, Manuels Valls envisageait un « *grand congrès fondateur, avec une équipe restreinte et neuve qui aurait tous les pouvoirs pour mener le processus et discuter avec les autres partis de gauche* ». Puis, ce mois-ci, le chef de Matignon s'est prononcé en faveur de la création d'une « *maison commune de toutes les forces progressistes* ».

Faut-il entendre que le Premier ministre n'espère pas demander leur avis aux électeurs du PS ? En effet, 7 socialistes sur 10 sont contre l'idée de changer le nom du parti. Il n'y a pas non plus de précisions sur les membres de cette « *équipe restreinte* ». Qui serait des siens ? Pas François Bayrou, pour qui l'idée se résume à une « *manœuvre d'appareil* ». Ni Bartolone. François Hollande ?

David Vives

EN BREF

François Hollande inaugure le plus grand incubateur des start-ups à Paris

Mercredi dernier le président de la République a inauguré la revalorisation de l'ancienne halle marchande Freyssinet dans le 13e arrondissement. Le projet de Xavier Niel, dirigeant de Free, sera le plus grand incubateur de start-ups dans le numérique au monde et permettra de nourrir l'effervescence de l'innovation française en mettant à disposition un cadre dynamique et un « écosystème » dédié pour les entreprises.

Adoption d'un amendement sur la modulation des allocations familiales

À 18 voix contre 11, les députés de l'Assemblée nationale ont adopté vendredi 24 octobre, la modulation des allocations familiales en fonction du revenu des ménages.

Désormais, les parents gagnant plus de 6 000 euros par mois verront leurs allocations familiales divisées par deux et ceux gagnant plus de 8 000 euros ne toucheront plus que le quart de leurs allocations précédentes.

Qualifiée d'historique, l'adoption de ce projet de loi a été dénoncée par la droite comme une « *remise en cause de l'universalité des allocations familiales* ».

La France retrouve son rang mondial sur le vin

Alors qu'elle avait laissé son titre à l'Italie en 2012, la France vient de retrouver sa place de premier producteur de vin de la planète. En terme de valeur d'exportation, elle n'avait pas perdu sa place, c'est en volume de production qu'elle repasse devant avec 46,2 millions d'hectolitres estimés dans ses cuves. C'est la météo plus clémente dans l'Hexagone qui a fait pencher la balance du côté français. 2014 s'annonce avec une récolte 10 % plus abondante et de meilleure qualité que 2013.

Le tout-TGV n'est pas rentable

C'est la conclusion d'un rapport de la Cour des comptes paru jeudi dernier. Le trop grand nombre de dessertes « *parfois contre tout bon sens* » a été influencé par les demandes des élus locaux et des usagers, sans considérer le modèle économique sur le long terme. Cela pourrait sonner la faillite du TGV en France, si des mesures de restructuration du réseau ferré entre les trains régionaux et nationaux ne sont pas mises en place.

Éducation : le plus gros budget de l'État

Suite de la première page

Catherine Moisan, directrice de la DEPP, apporte une précision quant à la définition de la DIE et la différencie du budget : «*Un budget correspond à ce qu'on prévoit de dépenser mais la dépense effective peut être supérieure ou inférieure aux prévisions* ».

La dépense intérieure d'éducation, un indicateur clé

La dépense intérieure d'éducation a été multipliée par 1,9 depuis 1980 et sa part dans la richesse nationale (PIB) a donc connu un accroissement : 6,4 % en 1980 puis 7,6 % de 1993 à 1997, pour ensuite redescendre et se stabiliser autour de 6,7 % entre 1998 et 2008 du fait de la progression plus forte du PIB par rapport à la DIE. Depuis 2009, la part de la DIE s'est stabilisée entre 6,8 et 7,1 %.

Par rapport aux principaux pays dits industrialisés, la France se situait en 2011, hors formation continue, au même niveau que la moyenne de l'OCDE (6,1 %), mais en deçà des États-Unis (6,9 %), de la Finlande (6,5 %), du Royaume-Uni (6,4 %) ou encore de la Suède (6,3 %).

En 2013, cette DIE se répartit ainsi sur différents secteurs : 42,3 milliards d'euros sur le premier degré (enseignement élémentaire et préélémentaire, adaptation scolaire, scolarisation des élèves handicapés et activités liées) soit environ 30 % de la dépense totale ; 56,3 milliards d'euros sur le second degré, soit 39 % du total, 28,7 milliards d'euros pour l'enseignement supérieur soit 19 % et enfin 14,7 milliards d'euros consacrés à la formation continue auxquels s'ajoutent 2,7 milliards pour les activités extra-scolaires, soit 12 % du total.

> La dépense intérieure d'éducation a été multipliée par 1,9 depuis 1980.

C'est donc le second degré qui se taille la part du lion, plaçant ainsi la France au-dessus des autres concernant les dépenses par élèves dans le second degré, alors que le premier degré fait encore pâle figure, bien au-dessous de la moyenne.

Les raisons de l'augmentation de la DIE

Plusieurs facteurs sont à considérer dans l'accroissement de la Dépense Intérieure de l'Éducation. Sachant que près de 80 % des dépenses appartiennent aux dépenses de personnel, on comprend aisément que la revalorisation du statut des enseignants ait entraîné un accroissement de la DIE : dans le premier degré avec le passage du corps d'instituteur à celui de professeur des écoles ainsi que l'augmentation du nombre d'enseignants par élève, dans le second degré avec la présence croissante de certifiés et d'agrégés à ces postes d'enseignants, couplée aux lois de décentralisation qui ont transféré aux Régions et Départements la responsabilité des dépenses d'éducation dans les collèges et les lycées.

On ne peut ainsi pas faire l'impasse de la volonté politique affichée au milieu des années 80 d'amener 80% d'une génération en classe terminale vers le baccalauréat, lequel a entraîné au fil des décennies, une augmentation des effectifs d'étudiants. À cela s'ajoute une hausse de la démographie depuis une vingtaine d'années, environ 820 000 naissances par an contre 750 000 dans les années 90.

À cette augmentation de la population scolaire, on assiste aussi à un accroissement du niveau de formation et de qualification des jeunes générations, concomitant à une fragilisation des non-diplômés (15% de jeunes de 2010 à 2012) de plus en plus « *menacés d'exclusion économique et sociale* ».

Éducation Nationale, premier budget de l'État

88 milliards d'euros pour 2015 : le montant alloué au budget du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a été présenté le 1er octobre dernier en Conseil des ministres dans son projet de loi de finances 2015.

C'est l'Éducation Nationale qui en sera le principal bénéficiaire avec 65 milliards d'euros prévus pour son escarcelle et une hausse de 2,4 % sur un an. Le budget de l'Enseignement supérieur et de la Recherche s'élève à 23 milliards d'euros, soit une progression de 0,2 % seulement.

En dépit de la rigueur affichée, l'Éducation Nationale semble donc demeurer une priorité pour le gouvernement qui veut alors rester fidèle à sa promesse de campagne, faire de la jeunesse sa priorité.

Ce seront donc quelque 9 421 postes qui seront créés l'an prochain, dans la continuité des 60 000 postes promis d'ici cinq ans : 2 511 dans le premier degré, 2 555 dans le secondaire et seulement 668 dans l'enseignement privé. 3 137 postes seront destinés aux « équivalents temps plein », ces jeunes enseignants tout juste reçus et qui partageront leur temps entre la classe et les cours à l'ESPE (École Supérieure du Professorat et de l'Éducation). 550 postes non-enseignants seront aussi créés.

PHILIPPE HUGUEN/AFP/GETTY IMAGES

Le budget de l'État pour les petites écoles est un des plus bas de l'OCDE.

À ce budget conséquent en terme de création de postes, s'ajoutera celui de la revalorisation de l'enseignement en zones d'éducation prioritaire : la prime versée sera revue à la hausse (1 734 euros annuels en REP ou 2 312 euros en REP+ selon la difficulté de l'établissement, au lieu des 1 156 euros actuels annuels) et le nombre de postes augmenté, pour un total de 352 millions d'euros. 13 millions seront dédiés à des missions spéciales (lutte contre le décrochage…) au sein de ces postes.

Afin d'asseoir la réforme des rythmes scolaires, 200 millions d'euros de fonds d'amorçage seront répartis pour « aider » les communes présentant des difficultés à financer les activités périscolaires.

Parallèlement, l'économie sera tout de même de rigueur à la rue de Grenelle, puisque le ministère compte diminuer ses dépenses courantes de 5 % en 2015.

Sarita Modmesaïb

Qui veut gagner des milliards ?

Un Jean-Claude Juncker, nouveau président de la Commission européenne, commence son mandat sur les chapeaux de roue et avec un bel enthousiasme : après avoir menacé de retoquer le budget 2015 de la France, il hérite d'un conflit frontal avec les Britanniques à qui a été annoncée cette semaine une augmentation de près de 20 % de leur contribution au budget de l'Union – soit une « petite rallonge » de 2,1 milliards d'euros, à payer s'il vous plaît pour le 1er décembre cette année.

L'Europe patine… Investie par le Parlement européen le 22 octobre, la Commission Juncker s'est donnée jusqu'à Noël pour lui proposer un plan d'investissement de 300 milliards d'euros sur trois ans, focalisé sur l'emploi. Il s'agit de *« stimuler l'investissement privé par une utilisation intelligente de crédits publics »* a affirmé le nouveau président de la Commission, en insistant sur l'impossibilité d'envisager pour cela un endettement supplémentaire de la zone euro. Sans être tout à fait impossible, la mission est complexe et fait dire à Jean-Claude Juncker que *« cette Commission sera celle de la dernière chance »*. Car, face au chômage croissant et aux replis nationaux, *« soit nous réussissons à rapprocher les citoyens de l'Europe, à réduire spectaculairement le chômage et à redonner une perspective aux jeunes. Soit nous échouons »*.

Même si le président Juncker s'est refusé à détailler le plan sur lequel lui et ses équipes doivent plancher, les grandes lignes en ont déjà filtré : on peut s'attendre au lancement de grands chantiers d'infrastructure dans l'énergie, les transports, les réseaux numériques… tout en préservant à l'Union son « triple A social. » Outre l'implication de la Banque européenne d'investissement, d'autres sources de financement sont-elles envisagées ?

À ce jeu de recherche de milliards, David Cameron a été le premier sollicité, le 24 octobre : un ajustement « technique » des règles de calcul des contributions nationales, couplé à la reprise économique britannique et la malheureuse insertion dans le calcul du PIB des revenus d'activités illégales comme la drogue et la prostitution, pourrait coûter 2,1 milliards d'euros Outre-Manche. Tel est le cadeau d'arrivée de la Commission sortante et de son président Jose Manuel Barroso à Jean-Claude Juncker : celui-ci va maintenant devoir prouver qu'il est aux commandes malgré la réponse cinglante et immédiate de David Cameron : *«Je ne paierai pas cette addition le 1er décembre. Et si certains pensent que cela va arriver, ils vont voir. »*

François Hollande, qui a eu le goût décalé de répondre que *« le respect des traités, c'est pour tout le monde »* aura sans doute un argumentaire particulièrement convaincant pour expliquer pourquoi le non-respect par Paris de ses engagements budgétaires européens ne devrait pas être sanctionné. Car dans la stricte application des règles européennes, la dérive de notre déficit devrait valoir à la France une amende d'environ 0,3 % du PIB, soit 7,2 milliards d'euros. Le président du Conseil italien, Matteo Renzi, également menacé, a choisi de répondre par l'attaque en s'insurgeant contre le *« royal »* budget de fonctionnement des institutions européennes. En cet automne 2014, Bruxelles vit des semaines à couteaux tirés, la grande question étant de savoir qui pourra, ou pas, gagner des milliards.

Aurélien Girard

Conseil européen : les nationalismes budgétaires occultent l'unité affichée sur le climat

Suite de la première page

CARL COURT/GETTY IMAGES

Le Premier ministre britannique David Cameron a déclaré qu'il *« ne paierait pas »* le complément de 2,1 milliards d'euros demandé par Bruxelles pour sa contribution au budget de l'Union européenne même si l'économie britannique se porte mieux que prévu.

Unité européenne autour d'un programme ambitieux sur le climat

Le programme de lutte contre le changement climatique était le sujet principal de ce Conseil européen. Après une longue journée de négociations, les vingt-huit États membres sont finalement parvenus à un accord dans la nuit de jeudi à vendredi sur les principaux objectifs chiffrés proposés par la Commission à l'horizon 2030, par rapport à 1990 : une diminution d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre, une proportion d'énergies renouvelables portée à 27 % minimum dans le mix énergétique, et 27 % d'efficacité énergétique.

Ce succès n'a pu être atteint qu'au prix de concessions à certains États comme le Royaume-Uni, qui a pesé de tout son poids pour ramener de 30 à 27 % l'objectif d'économies d'énergie. Par ailleurs, les pays orientaux, dont la production électrique est encore essentiellement basée sur le charbon et le revenu par habitant trop faible (inférieur à 60 % de la moyenne européenne) ont bénéficié de compensations financières pour investir dans leur transition énergétique.

L'enthousiasme du président François Hollande, pour qui *« c'est un accord très ambitieux pour la planète »* a donc vite été tempéré par les ONG comme les Amis de la Terre, selon qui *« l'action insuffisante de la part des pays les plus riches fait peser le fardeau sur les populations les plus pauvres »*. Il n'en reste pas moins que l'Europe montre l'exemple et que cet accord sur le climat l'aidera à en défendre la cause face aux États-Unis et à la Chine lors de la conférence climatique de Paris prévue fin 2015.

Réactions nationales incompréhensibles sur les questions budgétaires

Les réunions du lendemain, centrées sur les questions budgétaires immédiates, ont singulièrement contrasté avec la précédente unité de façade sur les objectifs à long terme et les préoccupations nationales ont malheureusement repris le dessus.

> Nous n'allons pas sortir notre chéquier. C'est totalement injustifié.
>
> *David Cameron*

Ainsi, lorsque la Commission européenne a présenté son budget révisé pour 2015, l'application des règles d'ajustements, qui avaient pourtant été adoptées à l'unanimité, a provoqué de vives réactions de certains États membres, comme le Royaume-Uni qui a vu sa contribution augmenter de 2,1 milliards d'euros, ou les Pays-Bas dont la facture s'est alourdie de 600 millions d'euros, alors que la France bénéficiait d'une économie de 1 milliard et l'Allemagne de 780 millions d'euros. Pour en comprendre les raisons, il faut se rappeler que le budget de la Commission est calculé sur la base d'un pourcentage des Produits Intérieurs Bruts (PIB) de l'année précédente. Or le PIB a fortement évolué en 2014 par rapport aux prévisions, non seulement à cause du fort ralentissement de la croissance dans la zone euro alors que le PIB britannique atteignait 3,2 % de croissance, mais également à cause des nouvelles règles d'évaluation du PIB, lesquelles incluent désormais des activités comme le commerce de la drogue et la prostitution.

Le Premier ministre britannique David Cameron s'est dit *« en colère »* et a déclaré lors d'une conférence de presse qu'il *« ne paierait pas »* le complément demandé par Bruxelles : *« Nous n'allons pas sortir notre chéquier. C'est totalement injustifié (…) C'est inacceptable pour cette organisation de travailler de cette façon »*. François Hollande, lui, a alors rappelé que *« le respect des traités, c'est pour tout le monde »*.

Lors du point presse qui s'en est suivi, le président français a enfin reconnu avoir reçu une lettre de la Commission lui demandant des explications quant aux réformes structurelles envisagées et au déficit budgétaire prévisionnel de la France en 2015. Ce déficit est en effet évalué à 4,3 % alors que la France s'était engagée à le ramener à 3 %. Précisant que *« le dialogue se poursuit dans de très bonnes conditions »*, il est pourtant resté ferme sur le sujet des économies en affirmant *« qu'il n'y aura pas de modification sur ce point »*.

En somme, tout se passe comme si les principaux États membres de l'Union européenne, la France et le Royaume-Uni en particulier, se sentaient au-dessus des règles qu'ils se sont eux-mêmes édictées et qu'ils n'hésitent pas à rappeler à leurs confrères. Afficher une union de façade sur des objectifs à long terme n'a aucune valeur si, pour des raisons visiblement électorales, l'on n'a pas ensuite la volonté de se les appliquer à soi-même.

Charles Callewaert

Soutenez

EPOCH TIMES

- **L'information est un droit, mais elle est aussi un devoir.** Pour preuve les évènements se déroulant actuellement en Chine et à Hong Kong.
- **Une information fouillée et exclusive** sur les dessous d'une actualité que vous ne trouverez nulle part ailleurs.
- **Notre attachement historique à la liberté de la presse se reflète dans les news que nous diffusons chaque semaine.** Si l'information est un devoir, elle a aussi un prix.
- **Contribuez à garantir notre indépendance financière et éditoriale**, à développer notre édition et notre site internet.

Votre don	Déduction d'impôt *	Coût final
50 €	33 €	17 €
250 €	165 €	85 €
1500 €	990 €	510 €

* Un reçu fiscal vous sera envoyé au moment de la déclaration d'impôt sur les revenus.

À COMPLÉTER ET À RETOURNER AVEC VOTRE DON

EPOCH TIMES 83, rue du Château des Rentiers 75013 PARIS

Je fais un don de _____ €
au profit exclusif d'*Epoch Times*,
(chèque à l'ordre d'*Epoch Times*).

NOM : _____

PRÉNOM : _____

EMAIL : _____@_____

CODE POSTAL : _____

VILLE : _____

TEL : _____

Le dessous des cartes

BENJAMIN CHASTEEN/EPOCH TIMES

Le PCC a choisi en toute conscience de perturber Hong Kong avec la question des élections, certain que ce problème déclencherait rapidement le mécontentement des citoyens.

Suite de la première page

Jiang Zemin a perdu son emprise sur les plus hautes autorités du PCC lorsque Hu Jintao, son successeur au poste de direction du Parti, a pris sa retraite en 2012. À cette époque, Hu Jintao avait instauré une nouvelle règle selon laquelle les anciens dirigeants du Parti ne pourraient plus interférer avec le travail du dirigeant en place.

Jiang Zemin n'avait donc plus la liberté d'interférer avec la politique en cours. En même temps, il a perdu un grand nombre de sympathisants, y compris son successeur à la tête de sa faction, Bo Xilai, qui a été emprisonné.

Dans une tentative de regagner le pouvoir, la faction de Jiang Zemin a comploté de diverses façons pour éliminer Xi Jinping : assassinat, coup d'État, ou un incident similaire au massacre de la place Tiananmen.

Les manifestations et l'actuelle instabilité politique de Hong Kong font partie intégrante du plan de la faction de Jiang Zemin.

Hong Kong, champ de bataille

Zeng Qinghong, un membre clé de la faction de Jiang Zemin responsable des affaires de Hong Kong, a nommé Leung Chun-ying au poste de chef de l'exécutif du territoire spécial en 2012. Bien que la ville-état doive bénéficier d'un haut niveau d'autonomie, Leung Chun-ying est connu comme membre secret du PCC et fidèle de Jiang Zemin.

Cela a permis à la faction de Jiang Zemin d'attirer Hong Kong dans les luttes de pouvoir internes de Pékin. Le but de cette faction est de placer Xi Jinping dans la situation de l'ancien Premier ministre Zhao Ziyang, déchu du pouvoir après le massacre de la place Tiananmen.

Le 31 août, le Comité permanent du Congrès national du peuple s'opposait au vœu des citoyens de Hong Kong d'obtenir le suffrage universel pour élire le prochain chef de l'exécutif. Des dizaines de milliers d'étudiants se sont alors mis en grève et davantage de civils se sont joints à eux dans une manifestation de masse désignée dans le monde entier comme le « Mouvement des parapluies ».

Le gouvernement de Hong Kong a envoyé la police assaillir les manifestants à grand renfort de gaz lacrymogène, pensant que cela les forcerait à se replier. Au contraire, davantage de gens ont rejoint la manifestation.

La probabilité que le PCC autorise un jour la démocratie à Hong Kong est plus que faible. Le PCC manipule les élections du chef de l'exécutif et les rencontres entre les membres importants du gouvernement depuis que Hong Kong a été rétrocédé par la Grande-Bretagne à la Chine en 1997.

Par ailleurs, le PCC contrôle d'une certaine façon la société de Hong Kong au travers de groupes tels que le Conseil exécutif, les Chambres de commerce et l'Association des professionnels de Hong Kong.

Mais cette fois, le PCC a choisi en toute conscience de perturber Hong Kong avec la question des élections, certain que ce problème déclencherait rapidement le mécontentement des citoyens.

La semaine dernière, le dialogue qui a eu lieu entre les étudiants et le gouvernement n'a avancé à rien, Carrie Lam, première secrétaire de l'administration de Hong Kong s'étant bloqué sur ses positions. Le gouvernement Leung a ainsi encore accru la tension sociale et la Fédération des étudiants a annoncé une nouvelle vague de désobéissance civile.

Selon des médias étrangers, le 28 septembre dernier, Xi Jinping a sèchement refusé la requête de Zhang Dejiang de disperser les manifestations par la force. Xi Jinping a déclaré qu'il ne déploierait pas la garnison de l'Armée populaire de libération de Hong Kong et, à la place, a laissé Leung Chun-ying régler la situation.

Le 3 octobre, Leung Chun-ying a envoyé des partisans du PCC et des recrues de la mafia attaquer et harceler la foule des manifestants. Certains des voyous s'étaient fait passer pour des supporters de la démocratie et ont fait exprès de déclencher une bagarre avec des sympathisants du PCC dans la rue pour aviver la situation.

Le refus d'un véritable suffrage universel et la réaction violente du gouvernement de Leung Chun-ying face au mouvement des parapluies sont le résultat des manœuvres précises de Jiang Zemin et Zeng Qinghong ces deux dernières années, dans le but de créer le désordre à Hong Kong et poser des problèmes à Xi Jinping.

En guise de réponse, Xi Jinping a envoyé de nombreux agents secrets à Hong Kong dans le but d'exposer les identités et le contexte dans lequel les agents de Jiang Zemin interviennent là-bas.

Les agents de Xi Jinping ont aussi recueilli des informations sur Leung, comprenant ses liens et soutiens à l'extérieur du gouvernement de Hong Kong, la police et la mafia. Ils ont également exposé publiquement le nom de ceux qui ont provoqué les manifestants pacifiques dans les rues.

Pourquoi à Hong Kong ?

La faction de Jiang Zemin a choisi Hong Kong pour plusieurs raisons.

L'une d'entre elles est qu'Hong Kong est une métropole internationale et l'un des plus grands centres financiers du monde. Une large majorité des médias en Occident possède une agence à Hong Kong. Ainsi, quand quelque chose arrive là-bas, la nouvelle se répand dans le monde entier.

Une autre raison est que Zeng Qinghong, membre de la faction de Jiang Zemin, possède un grand nombre d'organisations souterraines et de triades fidèles au PCC, et que celles-ci interviennent dans les affaires de la péninsule depuis une vingtaine d'année. Ces forces, à portée de main, peuvent être déployées à volonté.

En outre, Hong Kong est une région administrative spéciale fonctionnant sous le principe de « *Un pays, deux systèmes* ». Il est protégé par les valeurs fondamentales de la liberté, de la démocratie et de la primauté du droit hérité de la période coloniale britannique.

Donc si le massacre sanglant de Tiananmen devait se répéter, cela serait un coup dur pour Xi Jinping, et une occasion pour la faction de Jiang de regagner le pouvoir.

Les groupes pro-PCC créent le chaos

Au cours du 18e Congrès National du PCC, en 2012, les membres de la faction de Jiang Zemin, Jiang Zeng et Zhou Yŏngyang, furent effrayés d'être traduits en justice pour leur persécution violente du Falun Gong (discipline spirituelle persécutée à l'intérieur de la Chine). De fait, ils ont ordonné à Leung Chun-ying de s'opposer au Falun Gong à Hong Kong.

L'Association de Soutien à la Jeunesse de Hong Kong (Hong Kong Youth Care Association - HKYCA) a été créée dans ce but. En effet, depuis deux ans, les membres d'HKYCA ont battu, menacé, diffamé des pratiquants du Falun Gong sur des sites où ceux-ci tentaient d'informer le public au sujet de la persécution dont ils sont victimes en Chine.

D'autres groupes pro-PCC ont également été fondés, comme le Caring Hong Kong Power and Voice of Hong Kong. Tous ces groupes ont pris part à la marche contre la démocratie qui s'est déroulée le 17 août et ont attaqué des manifestants pacifiques du Mouvement des parapluies.

> Si le massacre sanglant de Tiananmen devait se répéter, cela serait un coup dur pour Xi Jinping et une occasion pour Jiang Zemin de regagner du pouvoir.

Ces incidents ont été créés pour attiser l'animosité et envenimer la situation à Hong Kong.

La faction de Jiang Zemin essaya également de réinterpréter l'article 23, ce qui aurait réduit au silence les voix anti-PCC à Hong Kong. En décembre 2013, des activistes radicaux du groupe Priorité aux Hongkongais se sont introduits dans les casernes de la Garnison de Hong Kong de l'Armée populaire de libération (APL). Après quoi, le professeur Wang Zhenmin a pressé le gouvernement d'Hong Kong d'appliquer l'Article 23 aussi vite que possible.

Pourtant, en raison de l'opposition créée au sein de la société de la péninsule, cette manœuvre a échoué.

Censure des médias

Pour répandre des rumeurs qui lui sont favorables, la faction de Jiang a dû manipuler une partie de la presse hongkongaise et museler l'autre. Dès que Leung fut établi chef de l'exécutif, il accéléra ses manœuvres pour s'introduire dans les médias et les contrôler en utilisant différentes tactiques.

Il a entre autre utilisé les triades pour menacer les employés des médias. Elles ont harcelé les clients d'*Epoch Times* à Hong Kong, vandalisé la maison du dirigeant de Media Jimmy Laï et ont brutalement agressé Kevin Lau, l'ancien rédacteur en chef de *Ming Pao*.

Leung s'en est également pris aux médias locaux avec des moyens économiques. *Apple Daily* et *am730* ont ainsi vu leurs publicités retirées, et Li Wei-ling, le célèbre commentateur politique et dirigeant de *Commercial Radio*, a été limogé.

Pour finir, Leung a recouru aux voies administratives. Le président et fondateur du réseau *Hong Kong Television Network Limited*, Ricky Wong Wai-kay, n'a pas reçu de licence TV lui permettant d'émettre. Sa télévision sur Internet a été contrainte d'arrêter son activité.

L'*Apple Daily* est devenu victime d'une pression continu par la politique menée contre la liberté d'expression. Le 11 octobre, des centaines de manifestants pro-PCC ont commencé à bloquer l'entrée de l'immeuble de la société-mère de l'*Apple Daily Net Media*, ce qui a provoqué l'arrêt de la distribution du journal.

L'*Apple Daily* a reçu de la Haute-Cour l'ordre d'arrêter sa publication le 14 octobre. Cependant, les hommes de main du PCC ont continué à arrêter le camion livrant les journaux, et ont injurié le caméraman d'*Apple Daily* alors que la police était présente.

Le PCC attise volontairement la colère

Cette année, les fonctionnaires du PCC ainsi que des personnalités hongkongaises qui lui sont fidèles, ont fréquemment fait des déclarations sur les élections du chef exécutif dans le but de provoquer les Hongkongais.

Par exemple, le président du Comité permanent de l'APN, Zhang Dejiang, a statué que le suffrage universel devait être harmonisé en fonction de la situation hongkongaise, dans le sens où il devait suivre les Lois fondamentales et les décisions du NPC. Il ajouta que le chef de l'exécutif devait « *aimer la Chine* » comme il « *aime Hong Kong* ».

À peu près au même moment, le Professeur de droit Rao Geping de l'université de Pékin a réfuté point par point les réformes électorales proposées par les Hongkongais : la candidature civique, l'investiture du Parti, les recommandations civiques et recommandations du Parti. La numéro deux de l'exécutif hongkongais, Carrie Lam, a soutenu que ces déclarations étaient le fin mot de l'histoire sur la politique des réformes, ce qui souleva l'indignation de la population de la péninsule.

En mars 2013, le président de la Commission du droit (PNJ) Qiao Xiaoyang a déclaré que le chef de l'exécutif Hongkongais se doit d'« *aimer le pays* [la Chine continentale, ndr] *et d'aimer Hong Kong* ». Il a précisé que ce dernier ne doit pas défier le gouvernement central, et se doit de suivre strictement les Lois fondamentales, ainsi que les décisions de la NPC.

Le 10 juin 2014, le bureau d'information du Conseil d'État, contrôlé par un autre membre de la faction de Jiang Zemin, Liu Yunshan, a publié une note précisant qu'Hong Kong ne devait avoir comme indépendance que celle que Pékin voulait bien lui donner.

Cet évènement fut à l'origine d'une nouvelle vague de protestation en faveur du suffrage universel. Lors d'un référendum civique, presque 800 000 citoyens ont voté directement en faveur de mesures démocratiques, et 510 000 descendirent dans la rue le 1er juillet pour protester.

Selon une source d'*Epoch Times*, la note publiée par Zhang Dejiang, comme celle de Liu Yunshan, suivait un plan. Celle-ci fut publiée le 10 juin, qui est aussi la date anniversaire de la création du bureau 610, un bureau secret mis en place il y a 15 ans par Jiang Zemin dont le seul but était l'éradication du Falun Gong.

C'est également 2 jours après la marche de commémoration des victimes du massacre de la place Tiananmen, en 1989, et avant la manifestation pro-démocratique prévue le 1er juillet. Tout cela était donc soigneusement prévu pour enflammer le peuple d'Hong Kong.

Li Zhen et Karen Tsang

BENJAMIN CHASTEEN/EPOCH TIMES

L'Asie, prochain foyer du virus Ebola ?

SINGAPOUR - Plus l'épidémie d'Ebola fera rage en Afrique, plus grands seront les risques qu'un voyageur infecté par le virus atterrisse dans une ville asiatique. À ce jour, selon l'OMS, plus de 10 000 personnes ont été infectées par le virus Ebola et près de la moitié d'entre elles ont trouvé la mort.

D'habitude, la rapidité à laquelle un patient porteur du virus est détectée – et les mesures adéquates prises- détermine si le virus pourra ou non se répandre dans une région où des milliards d'êtres humains vivent dans des conditions difficiles. Ainsi, les gouvernements s'affairent à monter des dispositifs d'interventions, mettent en place la surveillance des aéroports et prennent des mesures de quarantaine. Pourtant, d'après des experts sanitaires, les pays et régions les moins développés craignent la contamination, qui, dès les premiers signes d'apparition de la maladie, serait difficile à endiguer.

« *Ceci est une maladie non traitable avec un taux de mortalité très élevé. Et même un pays comme les États-Unis n'a pas été en mesure d'empêcher complètement son expansion* », a déclaré Yatin Mehta, un spécialiste des soins intensifs à l'hôpital Medanta Medicity près de New Delhi. « *Notre gouvernement fait de son mieux. Il y a des formations et des préparatifs, mais dans le passé, notre gestion des catastrophes a été très mauvaise* ».

L'Asie, qui abrite 60 % de la population mondiale, affiche un indice de développement supérieur aux pays de l'Afrique de l'Ouest. C'est le cas pour Singapour, la Malaisie, la Corée du Sud et le Japon. Mais dans des pays comme l'Inde, la Chine, les Philippines et l'Indonésie, une grande partie de la population est pauvre, et beaucoup vivent dans des bidonvilles surpeuplés, avec des systèmes de santé sous-financés.

La seule façon de lutter contre la propagation du virus dans un pays est d'appliquer des mesures de quarantaine envers les personnes venant de pays touchés par l'épidémie ou, mieux, une interdiction totale de voyager. Mais ces mesures impliqueraient que les médecins et autres experts qui luttent contre le virus à sa source en Afrique de l'Ouest seraient moins disposés ou incapables de fournir plus d'aides, ce qui renforcerait l'épidémie.

Les aéroports en Asie ont, pour l'instant, renforcé leurs défenses : les passagers qui ont voyagé dans les pays concernés sont contrôlés, et ceux présentant une température élevée sont emmenés pour observation pendant 21 jours –la période d'incubation. Mais, même en supposant que ces mesures se déroulent de manière efficace, les gens peuvent mentir à propos de leur voyage et prendre des médicaments courants comme le paracétamol pour réduire la fièvre.

Dale Fisher, le chef de la division des maladies infectieuses à l'Hôpital universitaire national de Singapour, a déclaré que les gouvernements de la région devraient éduquer les travailleurs de la santé sur la nécessité de demander à quelqu'un présentant une fièvre dans un établissement médical des informations sur son voyage.

« *L'Asie n'est pas égale dans sa capacité à lutter, certains pays ont une population qui voyage beaucoup et peuvent ne pas avoir la meilleure infrastructure, ils présentent donc plus de risques* », a déclaré Fisher, qui a été deux fois au Libéria pour renforcer l'aide de l'OMS.

Il précise que l'épidémie pourrait être maîtrisée, avec un isolement rapide et le traçage efficace de tous ceux qui pourraient avoir été en contact avec le patient, en citant l'exemple du Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique.

Les systèmes de santé et des travailleurs de la santé asiatiques ont fait l'expérience de la lutte contre les maladies infectieuses, comme le syndrome respiratoire aigu sévère, ou SRAS, qui est apparu à Hong Kong en 2003, infectant plus de 8 000 personnes et tuant environ 800 d'entre elles. La région était aux prises avec une souche hautement pathogène de la grippe aviaire à la même époque, qui a tué environ 800 personnes dans 12 pays, de nouvelles souches continuant à surgir. À Hong Kong, 15 personnes arrivent chaque jour des pays touchés par Ebola.

David Vives et Chris Brummitt

ÉCO & FINANCE

Le géant Amazon chute en bourse

Après une lourde perte trimestrielle de 437 millions de dollars, le cours de la bourse du géant américain de la distribution en ligne a chuté de 8,34 % le vendredi 24 octobre. L'entreprise affichait pourtant un chiffre d'affaires de 20,58 milliards de dollars, en hausse de 20 % sur l'année, mais les résultats ne sont pas au rendez-vous et les investisseurs commencent à s'impatienter. Son patron et fondateur Jeff Bezos ne parvient plus à convaincre le marché du bien fondé de sa politique d'investissements tous azimuts. L'acquisition récente pour 970 millions de dollars de Twitch Interactive, le diffuseur américain de jeux vidéo en streaming, n'a pas été très appréciée. Cette brusque baisse est également intervenue à un moment où le groupe annonçait en parallèle un lourd investissement de 1 milliard de dollars en Inde et un autre de 2 milliards pour concurrencer Netflix.

Italie : manifestation contre la réforme du marché du travail

À l'initiative de la CGIL, le plus puissant syndicat ouvrier italien, une manifestation de plus d'un million de personnes s'est tenue ce samedi 25 octobre à Rome. Matteo Renzi, le Premier ministre italien, envisage en effet de faciliter le licenciement et diminuer la protection des salariés, mais son projet reste contesté au sein même de son parti. La refonte de l'article 18 du code du travail, qui protège contre les licenciements abusifs, suscite de fortes oppositions. Le pays est confronté à une crise économique importante. Depuis 2007, l'Italie connaît sa troisième phase de récession, le PIB a chute de 9 % et le chômage des jeunes atteint plus de 44 %. Parallèlement le projet de budget 2015 suscite des remarques de Bruxelles et le ratio dette/PIB atteint le niveau record de 133 %.

« *Stress test* » de la BCE : besoin de 25 milliards de fonds propres

Après plus de 9 mois de travail, la Banque centrale européenne (BCE) a dévoilé ce dimanche les résultats de contrôle de la qualité des actifs (AQR) et de « *stress tests* » réalisés sur 130 banques de la zone euro. Sur la base de leurs bilans au 31 décembre 2013 il y a 25 banques qui n'ont pas réussi l'exercice : leurs fonds propres sont insuffisants pour résister aux chocs économiques ou financiers. Leur besoin de recapitalisation s'élève à 25 milliards d'euros au total. Parmi les 25 banques qui n'ont pas passé les « *stress tests* », 12 ont déjà couvert leur besoin tout au long de l'année 2014, selon la BCE. Les banques de la zone euros, plus particulièrement les banques italiennes (12 milliards), grecques (7,6 milliards) et allemandes (6,7 milliards), devront réajuster la valorisation de leurs actifs, en tenant compte de la reclassification de certains prêts comme non-performants. Le stock des prêts non-performants dans la zone euro s'élève à 879 milliards d'euros. Les banques ont 6 à 9 mois pour couvrir les besoins issus de l'AQR et du scénario du « *stress test* ».

À BOBIGNY, découvrez Graphic,
si près de Paris, si loin de ses prix !

TVA à 5,5%(2)

• Des appartements **du studio au 4 pièces**.
• À deux pas des stations du **tramway T1** et du **métro ligne 7**.
• Des **prestations soignées**.

bouygues-immobilier.com
0 810 002 511
PRIX D'UN APPEL LOCAL

Bouygues Immobilier
Bien plus pour vous

(1) La résidence est réalisée en conformité avec les niveaux de performance énergétique fixés par la norme Réglementation Thermique 2012 (RT 2012). (2) TVA à 5,5% sous réserve que les conditions de l'article 278 sexies 11° du Code Général des Impôts soient remplies (résidence principale de l'acquéreur - plafonds de ressources du réservataire à respecter). Valable pour tout contrat de réservation enregistré après le 1er janvier 2014 (taux réduit de 5,5% sur tous les appels de fonds). Renseignements et conditions disponibles en espace de vente ou sur bouygues-immobilier.com - (3) Pour 1€ de plus, offre faisant bénéficier de la formule « Bien Protégé » (protection revente et garantie trésorerie) relative aux appartements occupés par leurs propriétaires (dont le coût correspond à 0,30 % TTC du prix de vente TTC) ou de la formule "Bien Protégé" (protection revente et garantie couverture de l'effort d'épargne) dédiée aux investisseurs (dont le coût correspond à 0,42 % TTC du prix de vente TTC). La revente correspond au Remboursement de la valeur du bien en cas d'accident ou d'imprévu, à hauteur de 20 % du prix d'achat du bien revendu, et plafonné à 40 000 €, pendant une durée de 7 ans à compter de la signature de l'acte authentique, après l'expiration d'un délai de carence éventuel, selon l'événement à l'origine de la revente dans les conditions des polices d'assurance souscrites pour cette garantie. La trésorerie correspond au versement, en cas d'accident ou d'imprévu, d'une indemnité forfaitaire mensuelle de 450 € pour une durée de 12 mois consécutifs ou non, dans la limite d'un plafond de 5 400 € sur une période de 7 ans à compter de la signature de l'acte authentique, après l'expiration d'un délai de carence éventuel, selon l'événement à l'origine de la revente dans les conditions des polices d'assurance souscrites pour cette garantie. Le réservataire s'engage également à signer la demande d'adhésion au contrat groupe n° 8278 souscrit par Bouygues Immobilier auprès de l'Assureur AXA IARD, la note de présentation ainsi que la notice d'information. La protection revente correspond au remboursement de la valeur du bien en cas d'accident ou d'imprévu, à hauteur de 20 % du prix d'achat du bien revendu, et plafonné à 40 000 €, pendant une durée de 5 ou 10 ans à compter de l'acte authentique, après l'expiration d'un délai de carence éventuel, selon l'événement à l'origine de la revente dans les conditions des polices d'assurance souscrites pour ces garanties. La Couverture de l'effort d'épargne correspond au remboursement pendant 10 ans (5 ans en cas de liquidation judiciaire pour les TNS), de la différence restant à votre charge entre les échéances du financement et les revenus générés par votre investissement (fruit du loyer et avantages fiscaux). En cas d'évènement imprévu (perte d'emploi, interruption de travail suite à un accident...), nous vous verserons jusqu'à 450 € par mois pendant 12 mois maximum consécutifs ou non, au-delà de la période de franchise et de carence, dans la limite d'un plafond de 5 400 € sur une période de 10 ans, dans les conditions des polices d'assurance souscrites pour cette garantie. Si le réservataire ne souhaite pas bénéficier de cette offre, il ne pourra pas bénéficier d'une réduction du prix de vente équivalente et devra alors rédiger un courrier distinct pour la renonciation à cette offre. Offre valable pour toute réservation signée entre le 01/11/2014 et le 31/12/2014 d'un logement du programme "Graphic" à Bobigny. Dans la limite des stocks disponibles. Conditions détaillées de l'offre en bureau de vente ou sur simple demande Bouygues Immobilier RCS Nanterre 562 091 546. Architecte : Jean Bocabeille Architecte. Illustration : Infime. Document et illustration non contractuels - AGENCE JFKA - 10/2014

Indonésie

Après l'élection de Joko Widodo, quels changements ?

Le point de vue de Barthélémy Courmont, chercheur associé à l'IRIS et rédacteur en chef de *Monde chinois, nouvelle Asie*.

ROMEO GACAD/AFP/GETTY IMAGES

Le président indonésien Joko Widodo.

Comment peut-on interpréter la victoire de Joko Widodo lors de l'élection présidentielle ? En quoi est-il une figure atypique de la vie politique indonésienne ?

Jokowi (c'est ainsiqu'il est appelé en Indonésie) rompt avec une tradition de dirigeants membres de l'establishment. Issu d'un milieu très modeste, né près de quinze ans après l'indépendance, il est également perçu par la population comme moins autoritaire et surtout moins corrompu que ses prédécesseurs. Originaire de Solo (Surakarta), l'un des centres historiques et culturels de Java, et accessoirement le lieu de graves émeutes antichinoises en 1999, il en fut le maire de 2005 à 2012, avant de remporter par surprise l'élection de gouverneur de Jakarta, notamment en s'affichant avec un colistier chrétien. Une fois au pouvoir dans la capitale, il a multiplié les mesures populaires, comme la mise en place d'un réseau de métro qui permettra à terme de désengorger l'immense métropole. Bien qu'installé seulement deux ans sur le siège de gouverneur de Jakarta, son train de vie très modeste et un souci permanent de transparence lui ont par ailleurs permis de recueillir le soutien des plus démunis et des médias, qui lui furent particulièrement utiles pour l'élection présidentielle. Ajoutons à cela une étonnante ressemblance physique avec Barack Obama, l'autre « enfant du pays », qui lui valu un immense capital sympathie. Malgré son profil, c'est finalement sans grande surprise qu'il s'imposa avec plus de 53 % des voix contre Prabowo Subianto, candidat du Partai Gerindra, et accessoirement ancien gendre de Suharto. Au sein du PDI-P dont il est issu, Jokowi se distingue également de Megawi Sukarnopotri, la fille de Sokarno présidente de 2001 à 2004 et battue à deux reprises à l'élection présidentielle par Susilo Bambang Yudhoyono (qui fut, avant Jokowi, le seul président indonésien élu). Son élection signifie un changement majeur dans la manière dont les Indonésiens conçoivent la relation avec leurs dirigeants. La question est désormais de savoir si ce changement pourra s'inscrire dans la durée ou, comme le prédit déjà avec force pessimisme *The Economist*, Jokowi sera un cas unique. Cela dépendra en grande partie de son action.

Quels seront les grands enjeux de son mandat ? Pourra-t-il réformer l'Indonésie comme il le souhaite alors que l'opposition détient la majorité absolue au sein des deux chambres du Parlement ?

Le quatrième pays le plus peuplé de la planète – avec près de 250 millions d'habitants – et première économie de l'ASEAN semble promis à un bel avenir quand on regarde son taux de croissance, un marché intérieur en forte augmentation et les immenses réserves de matières premières qui lui assurent des dividendes considérables. De nombreux indicateurs convergent pour le désigner comme une puissance incontournable dans la deuxième moitié du siècle. Mais qu'en sera-t-il d'ici là, et à quel prix se fera ce développement spectaculaire ? Car l'Indonésie reste, quinze ans après sa démocratisation, un pays confronté à une multitude de défis. La démocratie indonésienne est, pour sa part, encore très fragile, et l'un des principaux signes – mais aussi révélateurs – de cette fragilité est la relation entre le gouvernement central et les régions. C'est pourquoi Jakarta s'est efforcé de jeter les bases d'une décentralisation qui, si elle reste imparfaite, constitue une réponse aux risques de séparatismes. La croissance économique a été maintenue à un rythme soutenu depuis quelques années, mais elle ne masque que difficilement les innombrables défis auxquels l'archipel fait face. Symbole des succès, mais aussi des avatars, de l'économie indonésienne, l'exploitation des ressources minières est l'autre grand défi, et Jokowi devra sur ce sujet comme tant d'autres imprimer son style dès ses premiers mois à la tête du pays, sans quoi il risque de décevoir ses nombreux soutiens. Vous avez raison de mentionner que son pouvoir est par ailleurs limité, et que l'opposition ne lui pardonnera pas des erreurs de jugement. En ce sens, sa ressemblance avec Obama n'est pas simplement physique.

Quelle est aujourd'hui la situation sécuritaire du pays : l'Indonésie peut-elle être considérée comme un pays stable ? L'essor de l'organisation de l'État islamique peut-il faire des émules au sein de sa population ?

La récente arrestation de deux journalistes français en train de réaliser un reportage sur les séparatismes en Papouasie nous rappelle que l'Indonésie est un pays fragile, et que les séparatismes y sont nombreux. Jokowi se montrera-t-il magnanime à leur encontre, rompant ainsi avec ses prédécesseurs intransigeants sur les questions liées au séparatisme ? D'autres questions demeurent en suspens. Le règlement de la question de Banda Aceh est-il définitif ? Les mouvements en Papouasie, aux Moluques (Maluku) ou à Sulawesi sont-ils marginaux ? Le reste de l'archipel est-il uni ? La politique des transmigrations s'est traduite depuis plusieurs décennies par une tentative d'homogénéisation de la population qui n'est rien d'autre qu'une « javanisation » de l'archipel. Cela a créé des tensions et, dans le même temps, apporté un semblant d'unité. Mais les séparatismes restent l'un des défis les plus importants en Indonésie. D'autant qu'ils sont étroitement liés à d'autres enjeux, économiques et sociaux bien sûr, identitaires et culturels, mais aussi environnementaux. Les Papous se révoltent ainsi tant pour défendre leur culture que leur territoire, pillé par des multinationales sans foi ni loi.

Des inquiétudes similaires se retrouvent très nettement dans les autres territoires les moins peuplés de l'archipel, Bornéo (Kalimantan), Moluques, où les populations locales enragent de voir leur environnement détruit à grande vitesse et accusent Jakarta d'inaction, de corruption, ou de soumission aux investisseurs, quand ce ne sont pas les trois à la fois. Ce sont aussi ces mécontents qui ont porté Jokowi au pouvoir, et attendent de lui une attitude plus ferme face aux multinationales, notamment les groupes miniers.

La question du radicalisme religieux ne date pas d'hier. L'attentat de Bali en octobre 2002 en fut la face la plus visible, mais pas la seule. Et la ville de Jokowi, Solo, a longtemps été un foyer de mouvements radicaux. Là encore, le nouveau président est attendu – en interne mais aussi à l'international – sur sa capacité à enrayer une dynamique du radicalisme religieux qui pourrait gagner l'archipel, voire même dans certaines régions difficiles d'accès à reproduire des « micros » États islamiques refusant la loi de Jakarta – et rejoignant donc l'enjeu lié aux séparatismes.

Éditorial

Neuf commentaires sur le Parti communiste

Le livre qui change la Chine. Cet éditorial primé d'*Epoch Times* révèle l'histoire et la nature du Parti communiste chinois (PCC). À chaque édition, nous publions un extrait de cet ouvrage ayant déjà une portée historique.

6e COMMENTAIRE
III. La culture du Parti
4. Influences subtiles sur le psychisme et sur le comportement des gens
Conclusion :

... Cela a amené les gens à déprécier la vie, ce qui à son tour a encouragé la prolifération de produits altérés et empoisonnés sur le marché. Par exemple, dans la ville de Fuyang, province d'Anhui, beaucoup de bébés en bonne santé ont eu les membres atrophiés, leurs corps affaiblis et leurs têtes ont grossi alors qu'ils étaient nourris au biberon. Huit bébés sont morts en raison de cette étrange maladie. Après enquête, on a découvert que cette maladie avait été causée par du lait en poudre empoisonné préparé par un fabriquant cupide et sans scrupule. Certaines personnes nourrissent des crabes, des serpents et des tortues avec des hormones et des antibiotiques, ajoutent de l'alcool industriel au vin, traitent le riz avec des huiles industrielles, et blanchissent le pain avec des produits utilisés pour le blanchissage. Durant huit ans, un fabriquant de la province de Henan a utilisé de l'huile recyclée, de l'huile non raffinée ainsi que d'autres produits cancérigènes pour produire chaque mois des milliers de tonnes « d'huile de cuisson » empoisonnée. Produire de la nourriture empoisonnée n'est pas un phénomène local ou limité, mais cela est monnaie courante partout en Chine. La destruction de la culture et la décadence morale ont contribué à cette poursuite obsessionnelle de gains matériels faciles.

Contrairement au monopole absolu et à l'exclusivité de la culture du Parti, la culture traditionnelle a une énorme capacité d'intégration. Durant la prospère dynastie Tang, les enseignements bouddhistes, le christianisme, et d'autres religions occidentales ont coexisté harmonieusement avec la pensée taoïste et confucéenne. La culture traditionnelle chinoise aurait gardé une attitude ouverte envers la civilisation et la culture occidentale. Les quatre « tigres » d'Asie (Singapour, Taiwan, Corée du sud et Hong Kong) ont créé une nouvelle identité culturelle confucéenne, en intégrant la morale confucéenne à la rationalité économique moderne. L'économie galopante de ces pays a prouvé que la culture traditionnelle n'est pas une entrave à la science et au développement.

En même temps, la culture traditionnelle authentique mesure la qualité de la vie humaine sur la base du bonheur intérieur plutôt que d'après le simple confort matériel. « *Je préférerais que personne ne me condamne derrière mon dos, plutôt que quelqu'un fasse mon éloge en face, je préférerais avoir l'esprit en paix, plutôt que le confort physique* ». Tao Yuanming (365-427) vivait dans la pauvreté, mais il était toujours joyeux et avait un passe-temps : « *cueillir des asters sous la porte de l'Est, observer la montagne du Sud qui se dresse à l'horizon* ».

181 477 772 démissions au 26 octobre

Depuis la publication des *Neuf Commentaires sur le Parti communiste* en novembre 2004 par *Epoch Times*, chaque jour des milliers de Chinois quittent le Parti communiste et ses organisations affiliées, *via* le site web **www.ninecommentaries.com**, ou par téléphone grâce à un centre d'assistance internationale. D'autres affichent des déclarations sur des murs et des poteaux sur la voie publique ou écrivent encore sur des billets de banque.

Lisez la version intégrale des *Neuf Commentaires* sur **www. epochtimes.fr**

Rain, par le Ballet de l'Opéra national de Paris

Dix ans après sa création en 2001, *Rain* d'Anne Teresa de Keersmaeker entre dans le répertoire de l'Opéra de Paris.

En 2011, *Rain* donne un nouvel élan aux danseurs de l'opéra de Paris. La chorégraphie libre et fluide est un défi que les danseurs habitués aux mouvements précis et rigoureux relèvent avec délice. L'honneur est d'autant plus certain qu'il s'agit d'une première pour la chorégraphe belge. En effet, Anne Teresa de Keersmaeker, figure majeure de la danse contemporaine, a toujours monté toutes ses chorégraphies avec sa propre compagnie, Rosas, qu'elle a créée en 1983. Il faut dire que son langage et son rythme ainsi que sa technique ne font pas partie du répertoire habituel des danseurs du Ballet de l'Opéra de Paris.

Sept danseuses et trois danseurs se déplacent sur scène, formant et transformant des figures dans une fluidité magique sur la musique répétitive et rythmée de Steve Reich, *Music for Eighteen Musicians*, pour ensemble et voix, composée en 1976 et interprétée aujourd'hui à l'Opéra par l'ensemble Ictus.

BENOITE FANTON / OPERA NATIONAL DE PARIS

Rain d'Anne Teresa de Keersmaeker..

Steve Reich est d'ailleurs le compositeur préféré d'Anne Teresa de Keersmaeker qui trouve dans sa musique la vitalité, l'énergie et l'harmonie idéales pour sa danse.

Les danseurs de l'Opéra répondent avec brio à la musique de Reich interprétée par deux xylophones, un métallophone et trois marimbas que le spectateur peut apercevoir dans la fosse d'orchestre.

> Comme un kaléidoscope de couleurs et de lumière, les figures changent sur scène.

Une énergie émouvante et puissante

Sur scène, un rideau de cordes suspendues en demi-cercle, créé par Jan Versweyveld, évoque la pluie – *Rain*, dans l'esprit des artistes du Mouvement et de l'art cinétique. Cette installation est sans doute un cadre parfait pour la ronde jubilatoire et infinie des danseurs. Les danseurs disparaissent ou font irruption en traversant le rideau.

Comme un kaléidoscope de couleurs et de lumière, les figures changent sur scène. Le corps de ballet est parfaitement coordonné et suit des trajectoires savantes dessinées sur le sol. Les danseurs courent, tournent, sautent, s'immobilisent, se regroupent en spirales, en lignes, se dispersent, s'envolent...

L'énergie puissante à la fois pure et émouvante et le sens de liberté qui caractérisent cette chorégraphie se manifestent surtout dans les trios et les duos. Là, il semble que les danseurs oublient la stricte géométrie et le rythme rigoureux qui leur sont imposés et se laissent aller, se donnant entièrement, exhalant toute leur beauté physique et spirituelle. À ce kaléidoscope gestuel s'ajoutent les lumières, virant d'une douceur dorée au vert pâle, au rose fluo avant de s'adoucir à nouveau. Les costumes vaporeux de Dries Van Noten s'étalonnent du pastel au fluo avec l'éclairage ; puis de nouveau les couleurs chair viennent renforcer la sensation de liberté et de sensualité qui émane de cette chorégraphie splendide.

Infos pratiques :
Rain d'Anne Teresa de Keersmaeker
Du 25 octobre au 7 novembre 2014
Palais Garnier, Place de l'Opéra
75009 Paris

Michal Bleibtreu Neeman

BERTRAND GUAY/AFP/GETTY IMAGES

Vue de la Fondation Louis Vuitton, créée par l'architecte Frank Gehry.

Inauguration de deux sites culturels prestigieux

La fondation Louis Vuitton

Le nouveau bâtiment accueillant le centre d'art moderne a ouvert ses portes pour trois jours d'inauguration gratuite. C'est la création de l'architecte Frank Gehry qui expose en ce moment au Centre Pompidou. Le bâtiment, remarquable par son ampleur et ses ailes en lamelles de métal et verre, s'étale sur une surface de 11 000 m2 et comprend 11 galeries.

À 85 ans, l'illustre architecte continue d'épater le public. Reste la question de savoir si le nouveau centre d'art contemporain situé au bois de Boulogne deviendra une référence mondiale comme le musée Guggenheim de Bilbao en Espagne, signé par l'architecte à la fin des années 1990.

Fondation Louis Vuitton
8 av. du Mahatma Gandhi,
Bois de Boulogne, 75116 Paris.
Tarif : de 5 à 14 €.
www.fondationlouisvuitton.fr

Le musée Picasso

La réouverture du musée national Picasso-Paris dans l'impressionnant *Hôtel Salé* situé au cœur du Marais datant de 1660 a également marqué ce week-end. Après cinq ans de travaux de rénovation, le musée rouvre ses portes le jour de l'anniversaire du peintre, né le 25 octobre 1881. Le musée accueille près de 5 000 œuvres de l'artiste.

Musée Picasso,
5 rue de Thorigny 75003 Paris
Tarif : de 11 à 15 €
www.museepicassoparis.fr

Festival d'automne

Théâtre

Straight White Men : tolérance zéro pour les losers

Que détestent le plus les hommes blancs hétérosexuels ? Que se passe-t-il quand les hommes blancs hétérosexuels n'oublient pas qu'ils sont privilégiés ? Young Jean Lee essaie de sauter dans cette eau troublante et de répondre à cette question dans une pièce en trois actes. La troisième question qui devrait suivre est : que craint le plus Young Jean Lee ?

Young Jean Lee, dramaturge bien connue de l'avant-garde new-yorkaise, définie par le *New York Times* comme « *la dramaturge aventurière* » a relevé le défi d'écrire ce qu'elle craint le plus – une pièce en trois actes sur le sujet qu'elle aimerait le moins aborder – l'identité de l'homme blanc hétérosexuel.

C'est ainsi que la dramaturge d'origine coréenne procède : choisir d'aborder ce qui « *serait mon pire cauchemar* », pour élaborer une pièce.

Une pièce *straight* dans un décor *straight*

Une pièce en trois actes est sans doute la formule commune et bien cadrée qui correspond pour décrire cette espèce qui détient la parole et impose sa logique bien structurée sur le monde occidental, celle qui dicte le marché économique et façonne son identité selon son fonctionnement.

C'est aussi la formule qui a été utilisée maintes fois dans l'histoire pour représenter les narratifs des hommes blancs hétéros, comme les narratifs universels.

Young Jean Lee a écrit une pièce consacrée à l'image de l'homme blanc hétéro et à la question du privilège. Que se passerait-il si ce dernier refusait le privilège de sa couleur, de sa position, de son éducation et de son milieu ? Peut-il vraiment l'ignorer ? Y renoncer ? Améliorer le monde par conséquent ? Pour l'instant, on dirait qu'un tel acte entraîne une autre question : dans ce cas à quoi sert d'être un homme blanc et hétéro ?

La pièce est également inspirée de *Mort d'un commis voyageur* d'Arthur Miller, le drame américain par excellence, de la relation père-fils et la question de la réussite dans la société libérale.

Une société où l'accomplissement personnel passe par le marché

Sur scène, quatre hommes blancs dans un salon à décor banal, où se déroule une histoire linéaire en trois actes.

Pas de rideau pour cacher la scène avant, ou entre les actes

Ce salon hyperréaliste du scénographe David Evans Morris, avec le fauteuil télé, le canapé, les quelques livres et jeux sur les étagères, le bol de pop-corn (ou un genre de snacks) et d'autres innombrables détails, situe le spectateur dans la maison très *middle-class* de ces hommes qui, bien que privilégiés, ne mettent pas en avant leur sens de l'esthétique.

Un veuf, joué délicieusement par Austin Pendleton, et ses trois fils dans la quarantaine, se réunissent dans la demeure familiale pour fêter Noël. Le premier acte est consacré à une description très banale des protagonistes : les blagues infantiles, les repas à emporter, leur vie, le divorce, la thérapie, l'argent. Chacun des hommes représente un archétype de la société occidentale.

Jake, joué parfaitement par Scott Shepherd, est un homme d'affaires avide d'argent, arriviste et fonceur. Drew (Peter Simpson) incarne l'artiste. Ed est le père bien intentionné qui se perd un peu dans la vie moderne et veut la réussite de ses fils. Face à ces trois personnages – le père et deux de ses enfants – se trouve Matt, l'antithèse du *winner*, qui ne colle à aucun archétype si ce n'est à celui du *loser*.

Matt était un étudiant brillant qui devait finir une thèse, suite à des études d'anthropologie. Il était aussi engagé dans des mouvements solidaires. Accumulant des dettes pour payer ses études, il se retrouve chez son père, prend soin de lui, très silencieux et serviable, et travaille dans une petite association locale. Ses congénères ou plutôt sa famille ne l'accepte pas. L'un l'accuse de dépression, l'autre d'avoir renoncé à son privilège d'homme blanc pour une cause ratée préalablement et son père l'accuse même d'égoïsme.

BLAINE-DAVIS

Les deux frères Jake et Drew, respectivement homme d'affaires et artiste.

« *Tu es un loser, tout simplement parce que tu es un loser ? Sans raison, sans principes ?* », lui demande l'arriviste persuadé que son frère ne veut pas utiliser ses privilèges d'homme blanc, représentant la voix de l'hégémonie occidentale, par altruisme, pour laisser la place aux autres qui n'ont pas, comme lui, eu de la chance. Car si Matt renonce à son privilège, quelle est la valeur de ses semblables en tant qu'humains ?

Le problème de Matt est sa mauvaise stratégie de vente, un mauvais marketing de ses capacités, de son potentiel, de ses qualités. En tant que tel, il n'a plus le droit d'exister, il devient une vraie tache pour l'espèce. Même son père le renie.

La question se pose alors sur l'identité que l'on peut avoir, ou se permettre d'avoir, dans une société où tout se vend, où même la réalisation de soi et le bonheur se mesurent obligatoirement par la réussite de pouvoir se vendre sur le marché.

La pièce a été présentée du 16 au 19 octobre au Centre Pompidou.

MBN

Alto Maues, une réserve dans la forêt amazonienne au Brésil

Le gouvernement brésilien de ces dernières années avait mis de côté ses priorités environnementales. Il s'était attaché à des tâches plus prospères, en développant des groupes agroalimentaires. De plus, la réglementation forestière avait été modifiée dans le but de favoriser la construction de barrages en Amazonie.

WIKIPEDIA

La région du Pantanal : entourée de crêtes, de montagnes et de plaines, elle comprend des écorégions diverses : corridors de rivières, de forêts galeries, de zones humides et de lacs pérennes, des plaines herbeuses périodiquement inondées et des forêts terrestres.

D'après des chiffres publiés par un organisme de recherche brésilien nommé Amazon, des informations satellitaires, recueillies seulement pour les mois d'août et septembre 2014, ont révélé une augmentation de 190 % de la déforestation par rapport à l'année précédente. Ceci démontre que pour un seul mois, celui de septembre, 402 kilomètres carrés de forêts ont été abattus. Les superficies détruites correspondent à six fois la superficie de l'île de Manhattan.

Évidemment, le gouvernement brésilien ne publiera ces chiffres officiels qu'après l'élection présidentielle. L'étude a confirmé que la déforestation avait déjà commencé l'année dernière et qu'après huit ans de ralentissement, elle s'était accélérée de 29 %. Désormais, le gouvernement brésilien déclare qu'une zone importante de forêt amazonienne sera sous protection fédérale, une réserve plus grande que l'État du Delaware aux États-Unis.

L'importance de préserver les forêts amazoniennes

Selon la fondation WWF (World Wide Fund), environ 15 % de la couverture végétale du Pantanal, une région du Brésil, ont été détruits par les cultures de soja et les pâturages pour le bétail dans le Planalto, une zone d'agriculture intensive située en amont. Or, selon le WWF, cette région qui s'étend sur 1,2 million de kilomètres carrés court un grave risque écologique.

Alors qu'un dixième des espèces connues sur Terre vivent en Amazonie, la conservation de l'Amazonie centrale est complexe, c'est la plus grande zone protégée dans le bassin de l'Amazone (plus de 6 millions d'hectares) et c'est une des régions les plus riches de la planète en terme de biodiversité. En outre, ses forêts renferment 90 à 140 milliards de tonnes de carbone. Si nous en laissons échapper ne serait-ce qu'une petite partie, le réchauffement climatique s'accélérera visiblement. Il faut aussi penser aux 30 millions de personnes qui vivent actuellement en Amazonie, car ces populations dépendent directement des ressources de la forêt, du fleuve, des terres cultivées et peut-être ultérieurement, du tourisme.

> Le Code forestier n'est pas celui des écologistes ni des ruraux, ce sera le code de ceux qui ont du bon sens.
>
> *Jorge Alberto Mendes Ribeiro, ministre de l'Agriculture*

Protéger l'Amazonie est primordial pour l'organisation WWF : « *C'est essentiel pour protéger des espèces amazoniennes uniques comme certaines variétés de primates* », déclare Mauro Armelin, membre du WWF. C'est la plus grande forêt tropicale au monde, elle est considérée comme le poumon vert de la planète. Mais le gouvernement n'a pas cédé complètement au puissant secteur agricole brésilien, ce qui aurait provoqué une déforestation dévastatrice, estiment les écologistes. Cependant, ceux-ci ne sont pas complètement satisfaits, car ils désiraient que le texte soit entièrement rejeté. « *Nous avons accueilli avec préoccupation l'annonce du veto partiel parce qu'il nous semble que la plus grande partie des points les plus dangereux pour l'environnement a été maintenue* », a indiqué le responsable de l'Institut socio-environnemental, Raul do Vale.

Ce sanctuaire de biodiversité est touché par l'agriculture intensive et la déforestation

Malgré tout, les dispositions les plus critiquées de la nouvelle loi concernent le soutien inconditionnel qui a été donné aux auteurs des coupes forestières illégales et aux autorisations indulgentes accordées aux fermiers qui s'installaient dans les zones défrichées. Cette loi qui réformait le Code forestier de 1965 a été fortement combattue par les écologistes pendant des années. Selon une étude de l'université de Brasilia, avec cette loi, la déforestation d'ici à 2020 pourrait augmenter de 47 %. Le Brésil « *est un pays qui veut protéger l'environnement tout en continuant à produire des aliments* », a expliqué la ministre de l'Environnement, Izabella Teixeira, citée par l'AFP. Izabella Teixeira a expliqué que le gouvernement refusait d'amnistier ceux qui avaient déboisé illégalement dans le passé, il voulait préserver les petits propriétaires et obliger les fermiers à reboiser, pour ne pas réduire les zones protégées en Amazonie.

Obligation de maintenir intacte une grande partie de la forêt

Dilma Roussef a été accusée par les écologistes d'avoir été complaisante en ce qui concerne la protection de la forêt tropicale. Ils auraient souhaité qu'elle soit plus ferme au niveau du Code forestier. Ce code impose aux agriculteurs et aux compagnies forestières de laisser un certain nombre d'arbres intacts sur leurs terres. Les chiffres révèlent une augmentation de la déforestation dans tout le pays. Dans les États de l'Ouest du Mato Grosso et du Rondônia, les forêts sont brûlées et déblayées pour établir des pâturages, élever du bétail et créer des terres labourables. Dans l'État de Pará au nord du Brésil, l'exploitation forestière illégale est à la hausse. Une flexibilité avait été accordée aux petites propriétés qui représentent le quart des terres agricoles du pays. Ainsi, après le veto présidentiel, « *le Code forestier n'est pas celui des écologistes ni des ruraux, ce sera le code de ceux qui ont du bon sens* », avait affirmé le ministre de l'Agriculture Jorge Alberto Mendes Ribeiro, en 2012, il avait assuré que le Brésil continuera à être « *un des pays qui produit et exporte le plus au monde, tout en préservant l'environnement* ».

La forêt tropicale est devenue un sujet sensible pour les élections présidentielles au Brésil. Mais devant ce désastre écologique, le gouvernement brésilien, en annonçant la création d'une nouvelle Réserve nationale dans la forêt amazonienne, s'est donné quelques atouts : il obtient des points. La réserve d'Alto Maues couvre une superficie de 6 680 km² dans une zone de jungle pratiquement intacte, où l'on ne compte aucune présence humaine connue, a avancé le ministère de l'Environnement. Tout abattage d'arbre et tout projet de développement seront interdits dans le périmètre de la réserve, où vivent au moins treize espèces de primates et plus de 600 espèces d'oiseaux. Le décret portant création de la réserve était très attendu par les organisations de défense de l'environnement.

Héloïse Roc

Union Européenne : réduction de 40 % des gaz à effet de serre

La Commission européenne s'est fixée un nouvel objectif d'ici à 2030, celui de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % par rapport aux niveaux de 1990. « *Aujourd'hui, les dirigeants de l'UE ont de nouveau placé l'Europe dans une position de leader avec un objectif ambitieux de réduction des émissions* », a déclaré le porte-parole du Secrétaire général dans une déclaration à la presse.

Objectifs à long terme

Ban Ki-moon a félicité le Président du Conseil européen, Herman Van Rompuy : « *En adoptant cet objectif, l'UE a montré que répondre aux besoins du climat mondial est dans son propre intérêt à long terme. La décision va conduire à des contributions tangibles et significatives à notre effort collectif pour maintenir l'élévation de température à moins de deux degrés Celsius au cours du siècle. La décision servira également d'exemple pour tous les pays dans la perspective des prochaines négociations mondiales* », a ajouté le porte-parole. « *Le Secrétaire général exhorte tous les pays à agir rapidement et avec audace contre le changement climatique et à faire tous les efforts possibles pour parvenir à un accord ambitieux sur le climat d'ici à la fin de 2015* », a-t-il encore précisé.

WWW.ECONOLOGIE-MAISON.FR

Trois objectifs à atteindre

Trois objectifs guideront la politique de lutte contre le changement climatique de l'Union européenne au cours des prochaines années : les émissions de gaz à effet de serre devront diminuer d'« *au moins* » 40 % d'ici 2030, par rapport à 1990 ; la part des énergies renouvelables devra être portée à 27 % du mix énergétique ; 27 % d'économies d'énergie devront être réalisées. Seul le premier objectif sera contraignant. Ce nouveau cadre d'action remplacera un premier plan dit des « *3 fois 20* ».

HR

Jane Goodall et la princesse Alia, deux nouveaux membres honoraires du conseil

Le Fonds international pour la protection des animaux (IFAW) a annoncé les nominations du docteur Jane Goodall et de la princesse Alia Bint Al Hussein de Jordanie en tant que membres honoraires du conseil d'administration.

Le Dr Goodall a travaillé régulièrement avec l'IFAW et a récemment pris position sur la réglementation de l'ivoire aux États-Unis. « *J'aime travailler avec les équipes d'IFAW. J'aime la compassion et l'humanité qui se dégagent de leur travail auprès des animaux, qu'il s'agisse de sauver des animaux en détresse ou de préserver des espèces entières. Leur mission fait écho à mes convictions profondes : chaque animal compte, et chaque animal sauvé peut faire la différence* », a-t-elle précisé.

La princesse Alia Bint Al Hussein de Jordanie a créé la Fondation Princesse Alia, une organisation non gouvernementale « *œuvrant à la promotion, l'équilibre, l'harmonie et au respect de toute la création* ». « *Les principes du bien-être animal d'IFAW et le travail de terrain que l'organisation mène avec succès auprès de diverses communautés correspondent parfaitement avec la mission de la Fondation Princesse Alia* », explique-t-elle. La princesse aide l'IFAW à mettre en œuvre son programme éducatif *Action pour les animaux* dans toute la Jordanie et à lutter contre le trafic d'espèces sauvages. « *L'IFAW se réjouit de pouvoir travailler avec toutes ces personnalités qui partagent ses valeurs et sa volonté de créer un monde où les animaux sont respectés et protégés* », a conclu M. Downes, directeur général à IFAW.

HR

PARIS Open

17 avenue de Choisy

L'adresse idéale,
pour habiter ou investir !

- Au cœur du 13ème arrondissement
- Au pied du métro et du tramway
- Vues imprenables sur Paris
- Appartements neufs du studio au 2 pièces
- Résidence BBC

Prendre Rendez-vous avec le bureau de vente
Téléphoner au : 06 77 93 23 22

EIFFAGE IMMOBILIER

EMERSON'S
www.emersons.fr

Focus sur les écrans plats

Asus PB287Q, l'Ultra HD 28" selon Asus

Alors que les écrans 4k TV se démocratisent dans les salons, qu'en est-il des écrans d'ordinateur ? Asus ouvre la voie et a l'honneur de présenter un écran 4K à un premier prix abordable pour une qualité honorable. Qui dit mieux ?

Ils sont enfin là les fameux 28" UHD, 4K, (3840x2160 px) en dalle TN qu'on nous annonçait au CES 2014 « *à moins de 800 $* ». C'est Asus qui ouvre la marche avec le PB287Q, un écran que la marque destine a priori aux *gamers* qui voudraient se lancer dans l'exercice coûteux du jeu en très haute définition.

L'écran présente un châssis noir en plastique, sans décoration, qui reste très sobre et très simple, avec un assemblage solide et bien fini. Le pied de l'écran offre toutes les options possibles. Portrait et paysage, base qui permet une rotation sur 120°, une inclinaison verticale sur 25° et un réglage en hauteur sur 15 cm. Démonter le pied permettra de libérer les 4 fixations VESA pour un éventuel support mural.

Étonnamment, la connectique n'est pas bien fournie : 2 prises HDMI dont 1 compatible MHL, une prise DisplayPort (indispensable pour bénéficier de l'UHD en 60 Hz), 2 prises Jack 3,5 mm en entrée et sortie et c'est tout. Pas de DVI, pas de hub USB... c'est un peu court. On peut en tout cas brancher sa box TV ou sa console pour en profiter en Full HD (1920x1080 px), la mise à l'échelle de l'image étant convenable. Concernant les enceintes en revanche, même si le résultat s'avère meilleur que celui de la plupart des écrans, il vaudra mieux connecter une paire d'enceintes.

Le menu de configuration offre plusieurs options intéressantes. Outre les classiques profils d'images embarqués ainsi que la possibilité de régler soi-même luminosité, contraste et température des couleurs, le PB287Q propose également une fonction Picture in Picture pour afficher une source principale et une source secondaire. Il embarque deux autres fonctionnalités, cette fois réservées au joueur : l'affichage d'un *timer* ou d'un réticule de visée ; l'idée est originale.

Windows 8.1 peut déterminer lui-même la taille de grossissement des fenêtres et applications pour les rendre lisibles, car de l'Ultra HD sur 28 pouces rend très difficile la lecture du texte. Si l'opération améliore incontestablement les choses, il n'en demeure pas moins que ce *scaling* a souvent tendance à flouter les photos et le texte ; un phénomène identique à celui des écrans Retina d'Apple à l'époque où les applications n'étaient pas optimisées pour les très hautes définitions. Soyons francs, à l'heure actuelle, très peu de logiciels sont optimisés pour l'Ultra HD, et même si les logiciels Adobe en profitent bien, leur interface n'est pas encore au top sous Windows.

Côté consommation électrique, de 41 W par défaut, on descend à 33 W une fois passé à 200 cd/m². Cette équivalence à 151 W/m² offre au PB287Q une consommation correcte, mais sans plus. Une utilisation 8h par jour, 5 jours sur 7, coûte 8,5 € en électricité sur une année.

S'il est tout à fait possible d'afficher de l'UHD via les ports HDMI, le taux de rafraîchissement sera alors bridé à 30 Hz au lieu de 60 Hz. Concrètement l'affichage sera moins fluide et plus scintillant. Sur des films, c'est largement suffisant, ces derniers étant le plus souvent tournés en 24 i/s. Sur des jeux, de la bureautique et même de la navigation web, c'est tout de suite moins agréable.

Il est donc indispensable de passer par le DisplayPort pour bénéficier du 60 Hz. Pensez à activer l'option idoine dans le menu de l'écran. Pour le PB287Q, il suffit d'aller dans les réglages et de passer le DisplayPort en 1.2 – il est en 1.1 par défaut. Les cartes graphiques AMD et Nvidia gèrent désormais très bien l'UltraHD en 60 Hz, sous réserve bien sûr qu'elles disposent du DisplayPort. Si vous n'avez qu'un iGPU – une puce intégrée à votre processeur, sachez que seuls les processeurs Haswell sont compatibles avec ce mode.

En conclusion

Le PB287Q ouvre la marche d'une nouvelle génération d'écrans TN. Ces derniers risquent de faire parler d'eux dans les mois à venir. On lui reproche un contraste décevant, des angles de vision haut et bas un peu étroits et une connectique un peu limitée. Il offre cependant la possibilité de mettre un pied dans l'Ultra HD à un tarif défiant toute concurrence. Le PB287Q est donc un écran polyvalent, avec une bonne réactivité et un rendu des couleurs convaincant. Il arrive peut-être un peu tôt, l'Ultra HD n'étant pas encore suffisamment implémentée sur les ordinateurs pour vraiment profiter de cette définition. Sans parler de la configuration musclée nécessaire pour faire tourner convenablement les jeux en 4K...

Ye Xiao

Dell annonce un écran 5K, un 27 pouces Retina / HiDPI

Alors que les moniteurs Ultra HD dits 4K commencent à se multiplier, Dell voulait annoncer le premier moniteur 5K du marché.

La dalle de ce « Dell UltraSharp 27 Ultra HD 5K Monitor » fait comme son nom l'indique cinq fois 1024 pixels de large. Avec sa définition de 5120 x 2880 pixels, ce moniteur affiche surtout deux fois plus de pixels en largeur et en hauteur que les moniteurs WQHD de 27 pouces (soit quatre fois plus de pixels au total). C'est donc la variante « Retina » tant attendue de ces moniteurs.

Il faut effectivement rappeler que si les écrans Ultra HD (3840 x 2160 pixels) affichent déjà bien plus de 2560 x 1440 pixels, ils sont plutôt destinés à afficher la même quantité d'informations que des écrans Full HD de 1920 x 1080 pixels, mais avec une résolution deux fois plus fine. Jusqu'à présent les inconditionnels des définitions WQHD et WUXGA, qui sont les seules à offrir une surface d'affichage utile plus importante, devaient renoncer au Retina ou au HiDPI.

À 14,7 millions de pixels, contre 8,3 millions pour l'Ultra HD, la définition est si importante que l'écran réclame deux liaisons DisplayPort 1.2, agrégées via Multi Stream Transport (MST).

Le Dell UltraSharp 27 Ultra HD 5K Monitor devrait être disponible très prochainement aux États-Unis pour la somme de 2500 dollars. Ce genre de matériel n'est absolument pas pensé pour le grand public, mais il s'avère bien pratique pour l'imagerie médicale, le graphisme et autres applications spécialisées.

YX

Technologie des dalles

Les écrans sont équipés de dalles différentes selon les constructeurs et les marques. Savoir les identifier vous permet de faire un achat sans surprise à l'arrivée. Voici quelques brèves explications sur les 4 types de dalles existantes :

TN (Twisted Nematic)

Leurs angles de vision sur les côtés sont larges, les noirs sont profonds, c'est une technologie plus économique que les autres et certaines dalles sont très réactives. Ils peuvent ainsi présenter un rapport qualité/prix très intéressant. Ils sont valables pour tous les usages, du moment que l'on connaît leurs principaux défauts : l'angle de vision inférieur est noir, l'homogénéité de la luminosité sur la dalle est parfois défaillante si on ne regarde pas au milieu et pile en face, les écrans donnés avec un temps de réponse supérieur ou égal à 5 ms manquent de réactivité, et enfin, ils sont sujets à la rémanence.

PVA (Patterned Vertical Alignment)

C'est une technologie habituellement plus coûteuse, appréciée pour ses noirs profonds, sa bonne réactivité et ses angles de vision homogènes. Son défaut : un fourmillement plus marqué qu'avec les dalles TN dans les films. Ils sont donc doués pour la retouche d'image, pour les jeux aussi mais moins pour la vidéo. En bureautique, les fonds blancs occasionnent une surconsommation d'énergie.

MVA (Multi-domain Vertical Alignment)

Ces écrans disparaissent. Ils étaient très proches du PVA, avec des angles de vision un peu moins ouverts, avec un noir moins profond mais en contrepartie cette technologie est habituellement un peu moins coûteuse et moins sujette au fourmillement dans les films. Comme les PVA, le blanc se révèle coûteux en énergie. De ce fait, les écrans MVA paraissent un peu plus polyvalents que les PVA, avec des aptitudes particulièrement intéressantes pour la vidéo sur ordinateur.

IPS (In-Plane Switching)

Ces écrans bénéficient des angles de vision les plus ouverts. Après une vague de creux, ils reviennent en force en ce moment avec, chaque année, de nouveaux progrès très appréciables. Depuis 2008, leur consommation d'énergie a chuté, la couleur noir a gagné en profondeur, leur réactivité a augmenté. Le hic : ils restent chers, plus que les autres.

EPOCH TIMES

QUI SOMMES-NOUS ?

Liberté de la presse et droits humains sont les principes fondamentaux d' *Epoch Times*. Nous veillons à assurer le respect de l'indépendance éditoriale et à produire une information fiable.

En 2000, *Epoch Times* est né pour fournir une véritable couverture des événements en Chine, où la presse n'était qu'un outil de propagande contrôlé par la censure. Après avoir été témoins de tragédies telles que le massacre de la place Tiananmen et la persécution du groupe spirituel Falun Gong, de jeunes Sino-Américains ont lancé la publication d'*Epoch Times* en langue chinoise au péril de leur vie. Parmi eux, certains journalistes ont été emprisonnés en Chine, d'autres ont subi de graves tortures et d'autres encore sont toujours portés disparus.

Epoch Times est publié dans 35 pays en 21 langues et touche des millions de lecteurs. *Epoch Times*, tout en traitant l'essentiel de l'information avec fiabilité, inspire et enrichit la vie de ses lecteurs grâce à ses récits inédits. *Epoch Times* s'engage pour vous dans une démarche d'intégrité et d'indépendance de l'information.

Édité par

EPOCH TIMES FRANCE
83 rue du Château des Rentiers
75013 Paris
Tél. 01 45 86 41 95

Directrice de la publication
Isabelle Meyer

Directeur de la rédaction
Rémi Bleibtreu

Rédactrice en chef
Véronique Raabon

Direction artistique, maquette
Siaoyong Sou, Céline Guittière

Epoch Times Francophone
@EpochTimesFR

Imprimé par Roto Centre Orléanais
348 rue Marcel Paul 45770 Saran

Dépôt légal : à parution.
ISSN : 2261-2882.
Commission paritaire : 0716Q92406

PUBLICITÉ
06 77 93 23 22
pub@epochtimes.fr

pub.suisse@epochtimes.com
+ 41 (0) 079 821 74 22
Epoch Times
cp 390 1211 Genève 4

Courrier des lecteurs
courrierdeslecteurs@epochtimes.fr

Distribution
01 45 86 41 95

www.epochtimes.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

- ☐ 3 mois : 25 € / 30 CHF
- ☐ 6 mois : 39 € / 47 CHF
- ☐ 12 mois : 59 € / 70 CHF
- ☐ Abonnement de soutien : 90 €/100 CHF

MODALITÉ DE PAIEMENT
Envoyez ce bulletin dûment complété, accompagné d'un chèque bancaire à l'ordre d'**Epoch Times.**

En France : Epoch Times 83 rue du Château des Rentiers 75013 Paris

En Suisse : Epoch Times cp 390 1211 Genève 4 . Tél : + 41 (0) 079 821 74 22
pub.suisse@epochtimes.com

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Tél _____ Où avez-vous connu Epoch Times ?
Email _____

Le droit à l'éducation pour les filles

Malala, prix Nobel de la paix

À tout juste dix-sept ans, Malala reçoit le prix Nobel de la Paix et devient la plus jeune lauréate de l'histoire de ce prix.

« À ma naissance, mon père me regarda dans les yeux et déclara : 'Je sais que cette enfant n'est pas comme les autres'. Je reçus le prénom de Malala en hommage à Malalai, la plus grande héroïne de l'Afghanistan dont la bravoure permit aux Afghans de repousser les Britanniques. Elle fut atteinte par une balle et mourut ». « Ne t'inquiète pas, lui dis-je. Les talibans ne s'en sont jamais pris à une enfant », raconte Malala dans son livre.

Érudits, militants et courageux, une lignée hors du commun

Le 9 octobre 2012 est un jour comme un autre. Malala Yousafzai, jeune Pakistanaise pachtoune de onze ans, anime un blog sur le site de la BBC, en ourdou, la langue nationale.

En bus avec ses amies, elle rentre de l'école fondée par son père, fervent militant pour l'éducation. Prise entre le sentiment d'exaltation après des heures de concentration studieuse, la joie de partager ce moment et retrouver enfin sa famille, Malala est heureuse malgré la situation du pays qui réduit les autochtones à vivre chichement et dans la peur des religieux.

Puis, les rires ballotés dans le bus et l'innocence de ces jeunes montagnardes sont soudain dans la ligne de mire de plusieurs talibans qui pensent faire cesser radicalement ce qui leur paraît hérétique : l'envie de ces jeunes filles d'étudier autre chose que le Coran et oser proclamer ces droits qu'elles supposent avoir. Le conducteur est stoppé brutalement, Malala ne s'est pas voilée, les coups de fusil tempêtent, les vitres se brisent et les hurlements ne cessent qu'au moment où l'intense douleur emplit le corps, une balle est entrée dans son orbite gauche et s'est logée dans son épaule, le sang se répand sur les sièges du bus puis plus rien. Malala est allongée par terre.

C'est ainsi que les talibans réduisent à néant les humains dictés par leurs espoirs et leurs convictions. La mort fait taire les cœurs vaillants qui se battent pour leur liberté.

Après une première opération, Malala, inconsciente, est évacuée en urgence en avion vers l'Angleterre pour une deuxième chirurgie où chaque minute l'éloigne de la vie et de son pays natal et aimé, la vallée du Swat.

« Mon père me chantait une chanson célèbre du poète Rahmat Shah Sayel :

'O Malalai de Maiwand Relève-toi pour faire entendre aux Pachtounes le chant de l'honneur'… »

Un combat pour les enfants et son pays

« 'C'est l'heure de te lever, Jani Mum' disait mon père, ce qui signifie 'mon âme' en persan ». À la suite des rééducations, le courage n'a jamais abandonné Malala. Plus que jamais, elle est convaincue d'avoir survécu dans l'unique but de se battre pour ses convictions et de redonner l'honneur qui revient à son pays en luttant contre l'ignorance, la violence et l'extrémisme des talibans qui les plongent dans la peur.

BAS CZERWINSKI/AFP/GETTY IMAGES)

Depuis 2011, Malala a reçu une vingtaine de prix – tels que le prix national de la Jeunesse pour la Paix 2012, le prix Simone de Beauvoir 2013, le prix Sakharov 2013, etc.

Depuis 2011, elle reçoit une vingtaine de prix – tels que le prix national de la Jeunesse pour la Paix 2012, le prix Simone de Beauvoir 2013, le prix Sakharov 2013, etc. – confirmant sa vaillance, l'importance de son combat et ne cesse de donner des conférences internationales.

« Les terroristes pensaient qu'ils pourraient changer ma volonté et mes ambitions, mais rien n'a changé, à part le fait que la faiblesse, la peur et l'impuissance ont disparu pour donner naissance à la force, au pouvoir et au courage », raconte Malala dans son ouvrage.

Au même moment, elle est boudée par ses confrères craintifs et les sympathisants des talibans qui ne la trouvent pas assez discrète et lui proposent de retourner au Pakistan, de rejoindre une madrassa islamique pour femmes et d'étudier le livre d'Allah plutôt que de devenir *« une marionnette du gouvernement américain »*. Les Libéraux pakistanais minoritaires et les filles de sa région s'indignent de ces réactions, Malala leur inspirant respect et fierté.

Pour les *« enfants sans voix »*

Aujourd'hui, Malala dédie son prix Nobel de la Paix *« aux enfants sans voix »*. Elle demande que l'on envoie des livres dans les pays pauvres et non des armes.

Elle partage ce prix avec l'Indien Kailash Satyarthi qui a dirigé de grandes manifestations non violentes, selon la tradition inspirée par Gandhi. C'est avec une grande joie que nous voyons ces nations rassemblées autour du même sujet : l'arrêt de l'oppression, de l'exploitation financière et sexuelle des enfants, ainsi que l'avenir des prochaines générations autour de la paix et de l'éducation, seules garantes d'un monde meilleur.

Ses ambitions et ses actions

Malala veut étudier la politique, les droits de l'homme, la loi, apprendre à changer ce monde, travailler pour le bonheur des filles et devenir, peut-être, Premier ministre au Pakistan. Elle est devenue un symbole contre l'extrémisme religieux et la peur. Enfin elle revendique, sans détour, le même droit pour les femmes que pour les hommes, ainsi que leur indépendance.

Les lauréats de l'Académie suédoise reçoivent près de 900 000 €. Ils iront rejoindre « les fonds Malala » pour les écoles du Pakistan, d'Asie et d'Afrique. Sans éducation, la pauvreté se perpétue et les fillettes sont des esclaves domestiques et sexuelles dès leur plus jeune âge.

Pour en savoir plus :
www.malala.org
Moi, Malala, je lutte pour l'éducation et je résiste aux talibans (2013), Malala Yousafzai, éditions Calmann-Lévy.

Sandra Chevalier

Disparition de Masaru Emoto

Le 17 octobre dernier, Masaru Emoto est décédé des suites d'une infection pulmonaire. Ce chercheur japonais est connu pour ses découvertes, pour le moins déroutantes, qui ont déstabilisé la représentation du monde très cartésienne de la plupart de ses collègues scientifiques.

« Tu me dégoutes, je te tuerai. »

WWW.MASARU-EMOTO.NET

« Vérité. »

Au vu de multiples expériences au cours de nombreuses années de recherche, il a mis en évidence la réaction de l'eau aux intentions, qu'elles soient parlées ou écrites. Serait-ce là l'explication scientifique aux expressions *« avoir de bonnes »* ou *« mauvaises ondes »*, pour signifier avoir une bonne, ou mauvaise influence ?

Une observation au niveau microscopique

C'est sous sa forme cristallisée, observable au microscope, que l'eau apparaîtrait sous diverses formes selon le mot prononcé à son attention. Par exemple, les mots *« amour »* ou *« merci »* donnent des cristaux d'eau réguliers et harmonieux, tandis que le mot *« saleté »* donne lieu à un cristal déformé, comme dégénéré.

Il s'est d'abord intéressé aux cristaux d'eau de différentes origines : lacs, sources et fleuves. Puis il a conclu dans son laboratoire que l'eau réagissait à la musique. La vibration de l'air qu'est la musique se propage ainsi à l'eau et c'est seulement au niveau microscopique que l'on a pu observer les modifications d'apparence des cristaux.

Plus étonnants encore, les résultats des mots écrits sur les bouteilles. Masaru Emoto a fait l'expérience de répartir une même eau dans deux bouteilles différentes, sur lesquelles il a collé un mot différent à chacune. L'eau réagissait puisqu'elle laissait apparaître des cristaux bien distincts. Il a poursuivi l'expérience avec des images collées sur les bouteilles d'eau.

Diplômé d'un doctorat de médecine alternative, ses recherches ont été menées de manière rigoureuse sur de nombreuses années. Le résultat saisissant de ses recherches a été publié une première fois en 2004, à travers l'ouvrage *Les messages cachés de l'eau.*

Des répercussions à envisager au niveau de l'homme

Étant donné que l'être humain est constitué d'environ 70 % d'eau, on peut imaginer l'importance de cet élément pour le bon équilibre du corps et de la santé psychique. Les pensées d'amour ou de haine auraient alors un impact sur notre entourage mais aussi sur nous-même. Juste après une dispute, si l'on garde au fond de soi une rancoeur, cela va impacter notre humeur et dégrader nos capacités de travail et de concentration. Se remettre de ses émotions en s'adressant des paroles apaisantes ou réconfortantes permettrait à notre corps de mieux se remettre physiquement. Si nous avions la possibilité d'observer notre corps à une échelle microscopique, nous pourrions certainement noter les changements de formes de nos molécules selon nos humeurs et nos pensées.

Pour en savoir plus

Guy Trédaniel Éditeur :
- *Le pouvoir guérisseur de l'eau*, Masaru Emoto et Jürgen Fliege (2005).
- *L'eau, mémoire de nos émotions,* Masaru Emoto (2006).
- *L'oracle de l'eau* (jeu de 48 cartes de cristaux d'eau), Masaru Emoto et Renate Anraths (2006).

Angélique Raimbaut

神韻晚會 2015
SHEN YUN

NOUVEAU SPECTACLE 2015
ACCOMPAGNÉ PAR
l'ORCHESTRE DE SHEN YUN

10-12 Avril 2015
Le Palais des Congrès de Paris

BILLETTERIE : 0892 050 050 (0,34 € TTC /min) | viparis.com

RADIO CLASSIQUE · fnac.com · 法國法輪大法學會 ASSOCIATION FALUN DAFA FRANCE · EPOCH TIMES · NTD TELEVISION · paris île-de-france · 3

神韻藝術團 SHEN YUN PERFORMING ARTS

ShenYun.com